



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Appel à consultation

Etat du marché de l'emploi national et international et identification des opportunités pour les demandeurs d'emploi tunisiens

1. Contexte

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), en partenariat avec les gouvernements tunisien et italien, ont développé une initiative visant à améliorer les opportunités de réintégration socio-économique pour les jeunes à risque de re-émigration irrégulière et d'autres groupes vulnérables par le biais de la formation des compétences demandées sur le marché du travail et du soutien au développement durable.

Le projet « Amélioration des possibilités de réintégration socio-économique des jeunes à risque de ré-émigration irrégulière » financé par le gouvernement italien, contribuera notamment à soutenir et à accompagner les Tunisiens exposés à un risque de migration irrégulière, en particulier ceux qui ont déjà tenté de franchir la frontière de manière irrégulière et ce, à travers un mécanisme compréhensif, pour répondre à leurs besoins économiques, sociaux et psychosociaux et favoriser la participation des acteurs locaux à la planification de la réintégration et des programmes d'assistance.

Ces mêmes intervenants sont témoins aujourd'hui du niveau élevé de chômage chez les jeunes tunisiens, particulièrement des diplômés de l'enseignement supérieur, avoisinant les 17,8 % au 1^{er} trimestre 2021 selon l'Institut National de la Statistique (INS).¹ Ce chômage peut notamment s'expliquer par un écart croissant entre les besoins en compétences du marché de l'emploi tunisien et leurs disponibilités effective, et par un ralentissement de la reprise économique depuis 2011, qui ne permet pas d'absorber l'afflux de la population en âge de travailler – Ceci ne faisant que raviver l'insatisfaction sociale liée à l'absence de perspectives d'emploi.

Conscientes que le projet de migration est souvent motivé par le travail, comme en témoigne les dernières statistiques du Département des Affaires économiques et sociales, le nombre des migrants internationaux est estimé à près de 272 millions dans le monde, dont près des deux tiers sont des travailleurs migrants,² l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI) et l'OIM souhaiteraient faire un état des lieux : (a) des profils des demandeurs d'emploi inscrits dans des bureaux d'emploi, dont ceux de l'ANETI, et qui n'ont pas réussi à trouver un travail en Tunisie ; (b) des causes de ces recherches d'emploi inabouties ; (c) du marché de l'emploi en Tunisie et de ses tendances, et ce, parallèlement à une étude sur le marché de l'emploi international et l'identification des opportunités pour les demandeurs d'emploi tunisiens dont les recherches d'emploi n'ont pas abouti en Tunisie, et ce dans un souci de garantir que ces derniers soient suffisamment avisés des opportunités de travail qui leurs sont offertes à l'étranger.

Cette dernière étude sera effectuée dans le cadre du programme THAMM « Pour une Approche Globale de la Gouvernance des Migrations de Main-d'œuvre et la Mobilité en Afrique du Nord » mis en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ainsi que la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), et Enabel,

¹ <http://www.ins.tn/publication/indicateurs-de-lemploi-et-du-chomage-premier-trimestre-2021>

² UN DESA, 2019a ; ILO, 2018.

l'agence belge de développement, qui ont développé une initiative régionale visant à renforcer les mécanismes de protection des travailleurs migrant-e-s tout au long du cycle migratoire, qu'il s'agisse de travailleurs quittant la région ou venant y rechercher un emploi.

Financé par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique (EUTF) et le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et de Développement (BMZ), le programme THAMM comprend cinq objectifs spécifiques – dont quatre sont gérés conjointement par l'OIM et l'OIT – qui contribueront à améliorer la gouvernance des migrations des travailleurs migrants en Egypte, en Tunisie et au Maroc, à travers l'élaboration et la mise en œuvre de cadres politiques cohérents fondés sur les droits humains et les normes du travail, constituant les éléments essentiels d'une gouvernance juste et efficace de la migration du travail. Le programme contribuera également à la préparation, à la mise en place et/ou à l'amélioration du cadre juridique relatif à la migration et à la mobilité régulières en coopération avec les pays nord-africains ciblés et les États membres de l'Union Européenne (UE).

2. Objectif de la consultation

L'objectif global de l'étude du marché du travail national est d'appuyer le gouvernement tunisien dans les défis liés au chômage, en relevant les lacunes existantes entre les programmes d'enseignement et de formation professionnelles par rapport au besoin du marché de l'emploi, et ce en répondant aux sous objectifs suivants :

- Analyser d'un point de vue macroéconomique le marché du travail tunisien.
- Identifier les principales causes des recherches d'emploi non abouties à travers les bureaux d'emplois.
- Identifier les domaines de compétences demandées par les employeurs manquantes aux chercheurs d'emploi.
- Présenter les possibilités de synergies avec d'autres projets dans les régions cibles du projet (Sfax et Mahdia).
- Analyser la situation démographique et économique des régions sélectionnées et le potentiel de développement de son économie dans une perspective à moyen terme (Sfax et Mahdia).

L'objectif principal de la 2^{ème} étude consiste à passer en revue les caractéristiques du marché de l'emploi à l'international, ses enjeux et ses tendances, identifier les pays offrant des possibilités d'emploi concrètes correspondant aux qualifications des demandeurs d'emploi tunisiens dont les recherches d'emploi n'ont pas abouti en Tunisie (profils identifiés dans l'étude susmentionnée). L'objectif, à moyen et long terme, est d'aider le gouvernement tunisien à surmonter les défis liés au chômage, relever les lacunes existantes entre les programmes d'enseignement et de formation professionnelle offerts et les besoins du marché du travail dans les principaux pays identifiés et mieux accompagner et informer les demandeurs d'emploi candidats à la mobilité internationale. Les résultats de cette étude, constitueront une base solide pour affiner l'activité du programme THAMM relative à la reconnaissance des qualifications et des compétences.

3. Approche méthodologique de l'étude sur le marché de l'emploi national

Une approche mixte, qui inclut des méthodes de collecte de données quantitatives et qualitatives est envisagée pour l'étude. Ainsi, la collecte de données devra comprendre les éléments suivants :

- Enquête quantitative auprès bureaux d'emplois et institutions d'enseignement supérieur et de formation professionnelle
- Entretiens avec des informateurs clés (OSC, Agences des Nations Unies l'ONU, bureaux d'emploi, ministères concernés, etc.)

Enquête quantitative : L'équipe de recherche sera chargée de concevoir et mettre en œuvre une enquête statistiquement représentative, permettant de désagréger les variables clés (lieu, sexe, âge,

situation professionnelle, niveau d'étude, domaine d'études etc.). Les tailles d'échantillon et l'approche d'échantillonnage proposées doivent être incluses dans la proposition technique.

Collecte de données qualitatives : Il est envisagé que la collecte de données qualitatives comprendra des entretiens avec des informateurs clés avec les principales parties prenantes (autorités nationales et locales, OSC, agences des Nations Unies, experts thématiques, etc.). Les données seront utilisées pour compléter les résultats quantitatifs et fournir une pertinence contextuelle supplémentaire. Les tailles d'échantillon et l'approche d'échantillonnage proposées doivent être incluses dans la proposition technique.

3. Tâches à réaliser

Pendant la phase de lancement de la 1^{ère} étude, le cabinet de conseil/d'études doit veiller à l'application d'une approche participative en :

- Engageant toutes les parties prenantes concernées, y compris les bénéficiaires finaux, notamment l'ANETI ;
- Considérant les aspects de coordination et d'alignement avec les priorités des autorités nationales ;

L'étude doit reposer sur des méthodes quantitatives et qualitatives pour formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles. L'évaluation du marché du travail devrait fournir des recommandations pratiques et réalisables. Dans le cadre de sa mission, le consultant doit effectuer les activités suivantes :

- 1) Analyser la situation démographique et économique des régions sélectionnées et le potentiel de développement de son économie dans une perspective à moyen terme (Sfax et Mahdia) ;
- 2) Étudier le marché du travail de la Tunisie au niveau macroéconomique afin d'identifier la demande existante et prévue dans différents secteurs de compétences ;
- 3) Analyser les secteurs de compétences potentiels à un niveau micro en les subdivisant en sous-compétences et en projetant la situation de la demande de ces sous-compétences sur le marché du travail du pays ;
- 4) Cartographier les compétences/sous-compétences projetées dont la demande est élevée avec les compétences en Tunisie afin de dessiner une matrice pour les projections de l'offre et de la demande ;
- 5) Identifier les normes de compétences existantes et projetées (exigences de certification et de qualification) dans les compétences/sous-compétences pour lesquelles la Tunisie a un déficit potentiel.

Ce même cabinet de conseil/ d'études aura pour mission de fournir un accompagnement-conseil auprès des autorités compétentes et l'équipe du programme THAMM pour la réalisation des missions suivantes relatives à l'élaboration de l'étude sur le marché de l'emploi international est l'identification des opportunités pour les demandeurs d'emploi tunisiens :

- 1) Discuter avec l'OIM de la démarche à suivre pour la réalisation de l'étude et élaborer une note méthodologique, à valider par l'OIM ;
- 2) Créer des outils quantitatifs et qualitatifs pour la collecte de données ;
- 3) Identifier les pays potentiellement intéressants et les opportunités de travail pour les demandeurs d'emploi dont les recherches d'emploi n'ont pas abouti en Tunisie (identifiés dans l'étude susmentionnée) en se basant sur leurs qualifications, compétences, et diplômes et sur l'étude « Réflexion sur les possibilités de mobilité internationale pour des travailleurs tunisiens » effectuée par le Bureau international du Travail (BIT) dans le cadre du projet Lemma ;

- 4) Fournir un mapping par pays, régions, secteurs professionnels, niveau d'études et spécialités recherchés dans les pays identifiés/ en surplus en Tunisie ;
- 5) Identifier les inadéquations entre les programmes tunisiens de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle et les offres du marché du travail dans ces pays ;
- 6) Fournir des recommandations à l'ANETI et aux partenaires concernés publics et privés notamment les établissements privés de placement sur la veille et la prospection d'opportunités de travail à l'étranger, la préparation des demandeurs d'emploi candidats à la mobilité professionnelle et l'amélioration de leurs interventions en général ;
- 7) Fournir des recommandations pour la mise en place d'une cellule de veille basée sur un système d'information proactif sur l'emploi à l'international ;
- 8) Fournir des recommandations aux institutions nationales compétentes pour améliorer et/ou mettre à jour le programme de formation en Tunisie afin de s'adapter aux besoins et répondre aux normes professionnelles des pays identifiés ;
- 9) Rédiger un rapport complet répertoriant les pays / secteurs d'activités/ régions offrant des opportunités d'emploi aux demandeurs d'emploi tunisiens en adéquation avec leurs compétences, identifier les lacunes à combler dans leur apprentissage et formuler des recommandations ;
- 10) Organiser un atelier de restitution pour les parties prenantes et les partenaires du projet afin de présenter les résultats de l'analyse, les principales conclusions et recommandations ;
- 11) Ajuster et finaliser le rapport sur la base des retours et recommandations de l'OIM, les autres parties prenantes et les partenaires du projet. Présenter un résumé exécutif du rapport.

4. Calendrier indicatif et livrables clés

La période de la consultation est prévue du **15 Août au 15 novembre 2021**. Un calendrier provisoire est fourni ci-dessous. Toutefois, des ajustements peuvent être apportés si nécessaire.

Calendrier indicatif de l'étude sur le marché de l'emploi tunisien

| Tache | Livrables | Date limite |
|--|--|--|
| Mener une réunion méthodologique avec toutes les parties prenantes concernées, y compris le ministère de la jeunesse, du sport et de l'intégration professionnelle et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour identifier les besoins du marché d'emploi local. | Rapport d'Inception de 20 pages | 2 semaines après la signature du contrat |
| Étudier la situation du marché du travail en Tunisie dans son ensemble : ses caractéristiques, ses enjeux et ses tendances générales. | Première partie du rapport final : 20 pages | 4 semaines après la signature du contrat |
| Analyser la situation démographique et économique des régions sélectionnées et le potentiel de développement de son économie dans une perspective à moyen terme (Sfax et Mahdia) | Deuxième partie du rapport final : 10 pages | 5 semaines après la signature du contrat |
| Mettre en évidence des exemples de structures, d'instruments, de mécanismes et de sources d'information utilisés pour identifier et diffuser les possibilités d'emploi, de formation et d'entrepreneuriat | Deuxième partie du rapport final : 20 pages | 5 semaines après la signature du contrat |
| Recueillir les avis des recruteurs concernant les professions et les compétences recherchées ainsi que sur la qualité des formations offertes par les établissements de | Troisième partie du rapport final : 20 pages | 7 semaines après la signature du contrat |

| | | |
|---|--|---|
| l'enseignement supérieur et les centres de formation professionnelle existants | | |
| Explorer les possibilités de synergies/liens avec les projets existants des partenaires du développement, des agences des Nations unies, des ONGI, des ONG, du secteur privé et d'autres OSC ; et recueillir des références pertinentes sur les structures/plateformes de coordination des parties prenantes locales par l'intermédiaire d'informateurs clés (Sfax et Mahdia) | Quatrième partie du rapport final : 20 pages | 9 semaines après la signature du contrat |
| Faire un état des profils des demandeurs d'emploi inscrits dans des agences d'emploi n'ayant pas trouvé une offre d'emploi satisfaisante et analyser les principales causes de ces recherches d'emploi non abouties | Cinquième partie du rapport final : 20 pages | 11 semaines après la signature du contrat |
| Soumettre le rapport final et contenant les recommandations pratiques | Rapport final : 110 pages | |
| Organiser un atelier de restitution pour les parties prenantes et les partenaires du projet afin de présenter les résultats de l'étude, les principales conclusions et recommandations | Rapport de l'atelier : 3 pages | 12 semaines après la signature du contrat |
| Ajuster et finaliser le rapport sur la base des retours et recommandations de l'OIM, les autres parties prenantes et les partenaires du projet. Présenter un résumé exécutif du rapport | Rapport final révisé: 120 pages | 12 semaines après la signature du contrat |
| Débriefing à la fin du travail sur le terrain avec le personnel concerné de l'OIM | Rapport de la réunion | 12 semaines après la signature du contrat |

Calendrier indicatif de l'étude sur le marché de l'emploi international et l'identification des opportunités disponibles pour les demandeurs d'emploi tunisiens

| Produit # | Étape clé | Date limite |
|-----------|---|---|
| 1 | Présentation de la note méthodologique détaillée comprenant les outils de collecte et d'analyse des données et un chronogramme à l'OIM | 1 semaine à compter de la signature du contrat |
| 2 | Soumission d'un rapport initial (version draft) incluant le mapping par pays, régions, secteurs professionnels, niveau d'études et spécialités recherchés | 4 semaines à compter de la signature du contrat |
| 3 | Soumission d'un rapport provisoire incluant les inadéquations observées en termes de formation et les recommandations | 7 semaines à compter de la signature du contrat |
| 4 | Présentation du rapport provisoire à l'OIM | 9 semaines à compter de la signature du contrat |

| | | |
|---|---|--|
| 5 | Organisation d'un atelier de restitution d'une journée à l'attention des parties prenantes nationales afin de partager les résultats, principales conclusions et recommandations de la recherche | 10 semaines à compter de la signature du contrat |
| 6 | Présentation et soumission du rapport final à l'OIM reflétant les retours de l'ONM et de l'OIM ainsi que de toutes les parties prenantes concernées par le projet, et un résumé exécutif du rapport final (2 pages en français) | 11 semaines à compter de la signature du contrat |

Livrables clés pour l'étude sur le marché de l'emploi tunisien

1. Une note méthodologique détaillée expliquant la méthodologie qui sera suivie ainsi qu'un plan de travail complet ;
2. Un rapport de la consultation en version draft (maximum 50 pages hors annexe, basées sur une structure préalablement discutée et convenue avec l'ANETI et l'OIM) ;
3. Un atelier de validation avec les parties prenantes nationales et présentation des résultats et principales conclusions et recommandations ;
4. Un rapport (études) final consolidé de la consultation incorporant les commentaires de l'ANETI et de l'OIM ainsi que de toutes les parties prenantes concernées par le projet, accompagné d'annexes et de fichiers pertinents ;
5. Un résumé du rapport final de 10 pages en français

Livrables clés pour l'étude sur le marché de l'emploi international et l'identification des opportunités disponibles pour les demandeurs d'emploi tunisiens

1. Une note méthodologique détaillée expliquant la méthodologie qui sera suivie pour faire l'état des lieux, les outils de collecte des données ainsi qu'un plan de travail complet ;
2. Un rapport de la consultation en version draft (maximum 50 pages hors annexe, basées sur une structure préalablement discutée et convenue avec l'OIM) ;
3. Un atelier de validation avec les parties prenantes nationales et présentation des résultats et principales conclusions et recommandations ;
4. Un rapport final consolidé de la consultation incorporant les commentaires de l'ONM et de l'OIM ainsi que de toutes les parties prenantes concernées par le projet, accompagné d'annexes et de fichiers pertinents ;
5. Un résumé de 2 pages en français.

6. Compétences requises

Les prestataires intéressés devront démontrer leur expérience dans les domaines suivants : employabilité, insertion socioprofessionnelle, migrations, droit, sciences sociales. Le cabinet de conseil / d'études doit présenter :

1. Une expérience confirmée dans la consultation de projets au niveau national et international, notamment dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'emploi, du social et du développement. Une expérience confirmée dans le conseil en stratégie. Une expérience dans le domaine de la migration de travail est très appréciée ;
2. Expériences de collaboration avec des structures institutionnelles gouvernementales relatives à la migration de travail en Tunisie et bonnes connaissances des politiques nationales ;

3. Une bonne compréhension de l'employabilité, de la migration de main-d'œuvre dans le contexte tunisien et de l'Afrique du Nord et des systèmes de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle en Tunisie ;
4. Une expérience avérée dans l'élaboration d'études quantitatives et qualitatives auprès de différents publics cibles ;
5. Une excellente maîtrise de l'arabe et du français (écrit et parlé) et une bonne compréhension de l'anglais ;
6. Une expérience significative avec les agences onusiennes et les acteurs institutionnels et de la société civile concernés par la migration de travail en Tunisie
7. De solides capacités conceptuelles et analytiques ;
8. Des capacités démontrées à livrer des études de qualité dans des délais serrés.

7. Procédures de soumission

Les prestataires intéressés par cet appel à consultation doivent soumettre leur proposition (technique et financière) ne dépassant pas 12 pages comprenant :

- Une présentation du cabinet de conseil/ d'études comprenant la liste des consultations précédentes de projets et les contacts de 3 références ;
- Une présentation de l'équipe dédiée à la réalisation de la mission demandée ;
- Une note de cadrage de la consultation clarifiant la méthodologie et l'approche suivies et le plan de travail (chronogramme) ;
- Une proposition financière.

Les candidatures devront être envoyées à l'adresse électronique : iomtnbids@iom.int , en indiquant en objet « Appel à consultation : Etat du marché de l'emploi national et international et identification des opportunités pour les demandeurs d'emploi tunisiens – Projet Youth Empowerment / Programme THAMM », au plus tard le **15 Août avant minuit**.